



Déclaration FSU au CDEN 62 du 10 septembre 2024

A l'heure où s'ouvre ce CDEN de rentrée, voilà 3 mois que le Président de la République a dissout l'Assemblée Nationale et 2 qu'il persiste à ignorer non seulement le résultat des législatives, mais aussi la mobilisation citoyenne exemplaire contre l'extrême droite qui s'est concrétisée par un taux de participation exceptionnel, loin de ceux de ces dernières décennies. Pour tout Républicain sincère, cette mobilisation citoyenne est une chance car elle met précisément en avant l'attachement aux valeurs de la République et à la démocratie. Au lieu de cela, le Président a refusé et refuse toujours d'entendre la volonté de changement exprimée et loin de vouloir faire barrage à l'extrême-droite lui sert de tremplin, les récentes prises de position de ses représentants étant éloquentes à cet égard.

Personnels et élèves ont donc fait une rentrée dans un certain brouillard, mais surtout avec la menace très concrète d'une politique d'austérité qui va à l'encontre des besoins de toutes et tous, des lettres de cadrage sévères ayant été envoyées en août par M. Attal, qui, au mépris des institutions, a donc inventé l'"austérité courante".

Nous sommes épuisés de répéter rentrée après rentrée, depuis 7 ans, dans cette instance comme à tous les niveaux, que l'Ecole craque de partout, que les inégalités se creusent, que les moyens manquent, que de plus en plus d'élèves sont en difficulté, que les personnels n'en peuvent plus des réformes destructrices qui s'accumulent et de devoir tenir le système à bout de bras, sans aucune reconnaissance salariale, sans aucune reconnaissance tout court d'ailleurs. La majorité des citoyen.nes place pourtant la qualité du service public d'Education parmi les priorités que le gouvernement à venir devrait avoir.

Cette rentrée ubuesque bat des records dans son genre: selon la ministre démissionnaire, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, il y a un enseignant devant chaque élève, les groupes de "besoin" sont merveilleux et on fait diversion avec le hochet des cours d'empathie et de la pause numérique... Nous ne reviendrons donc pas sur les manques de personnels: oui il manque aujourd'hui des professeur.es dans les collèges du département, comme dans les lycées généraux, technologiques et professionnels, malgré le recrutement de dizaines de contractuel.les, le métier est tellement attractif... Il manque des personnels de santé et de service social, des AED etc... Avec 89 postes supprimés dans le 1er degré, il va aussi manquer très vite de remplaçants...

Nous ne reviendrons pas sur l'usine à gaz des groupes de besoins, la perte de chances qu'elle représente, en maths et en français, pour les élèves de 6^e et de 5^e -même si dans nombre de collèges, les équipes ont essayé de limiter le tri social, sur la perte en dédoublements qu'elle implique pour toutes les autres disciplines... Nous ne reviendrons pas sur les effets pervers induits ignorés du Ministère comme le

renoncement de certaines familles à des diagnostics psy ou orthophonistes de peur que leur enfants se retrouvent stigmatisés et bloqués dans le groupe "des nuls"...et potentielles victimes de harcèlement. Ou encore sur le manque de professeurs principaux en 6è et en 5è notamment car les collègues de lettres et de maths ne peuvent plus raisonnablement assurer cette mission. Nous ne reviendrons pas non plus sur les évaluations standardisées dans le 1er degré, contre lesquelles la FSU-SNUIPP a appelé à se mobiliser hier, évaluations chronophages et inutiles et nous nous félicitons de leur quasi abandon en 5è et en 3è. AU CSAD du 2 septembre, vous nous avez donné raison, Monsieur le Directeur Académique en indiquant que ces évaluations standardisées, à l'origine destinées à aider l'enseignant à mieux connaître leurs élèves et leurs besoins, sans servir à faire des comparaisons entre écoles, entre classes, entre élèves ou enseignants, servaient bien à établir des comparaisons et étaient donc bien un moyen de pression supplémentaire sur les enseignants, pour imposer des pratiques.

Nous ne reviendrons pas sur les effectifs en élémentaire ou au collège qui font de notre pays l'un des derniers de l'Union Européenne, 22 en moyenne contre 19 dans le 1er degré, 26 contre 21 en collège... tout est dit. Nous ne reviendrons pas non plus sur l'ascenseur social en panne depuis des années et qui place notre pays là encore à la traîne des autres pays européens...

Nous ne reviendrons pas non plus sur les cadeaux innombrables faits à l'enseignement privé-l'enquête de mediapart et celle de france-info sont bien étayées-cadeaux qui contribuent à un séparatisme scolaire de plus en plus criant.

Mais nous reviendrons sur l'explosion du nombre d'enfants et d'élèves à la rue : 2200 selon l'enquête de l'unicef publiée la semaine dernière, qui ne comptabilise que les appels au 115, 10000 selon Jamais sans Toit...notre département est fortement touché, nous avons plusieurs situations indignes d'un pays développé.

La FSU a d'autres ambitions pour les élèves : assurer la démocratisation, la cohésion sociale, bref conforter l'idéal républicain: profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignement, développer l'offre de formation, conforter les équipes pluri-professionnelles, donner les moyens nécessaires à l'inclusion, développer la formation continue des personnels, stopper la frénésie de réformes plus destructrices les unes que les autres...Bref donner du temps et des moyens. Faire confiance aussi aux personnels, à leur engagement et à leur professionnalité. C'est ça le sens du service public, c'est ça le sens de la démocratie.

Mais est-ce bien cet idéal républicain -là qui est porté au plus haut niveau de l'Etat? Permettez-nous d'en douter.